

Texte paru dans le numéro 4 vol 1 – Automne 2001-Hiver 2002

Misères de l'intellectuel

Je propose dans ce texte un ensemble de réflexions sur l'engagement politique des intellectuels au Québec. Même si les intellectuels peuvent parfois s'engager au sein des instances d'un parti politique, les véritables défis qu'ils ont à relever ne sont pas de ce côté. L'absence des intellectuels se fait peut-être plus cruellement sentir au sein des lieux publics non partisans. Il ne faut pas oublier l'importance de l'engagement politique des intellectuels réalisé en marge des partis politiques. Cet engagement est à mon sens encore plus significatif. Je veux donc faire état des obstacles et difficultés que doivent traverser ceux qui choisissent à un moment ou à un autre de s'engager politiquement, de prendre la parole publiquement sur un sujet d'actualité, et de le faire même si cela demeure en marge d'une action politique partisane.

UNE POSITION INCONFORTABLE

Tel est d'ailleurs le premier grief de l'intellectuel engagé. S'il choisit d'adopter ouvertement une position qui prend partie dans un débat politique, on conclut aussitôt qu'il doit songer à s'engager au sein d'un parti. On croit qu'il prépare le terrain pour un saut en politique. La posture de l'intellectuel politiquement engagé est donc d'emblée très inconfortable au Québec^[1]. Il semble qu'il faille tôt ou tard ou bien s'engager dans un parti ou bien s'enfermer dans sa tour d'ivoire, et il semble que telle soit la seule alternative. Cette interprétation de la situation semble d'ailleurs partagée autant par des intellectuels universitaires que par des représentants des partis politiques eux-mêmes. Je ne sais combien de fois, suite à une intervention que j'ai faite dans les journaux, des collègues m'ont suggéré de faire le saut en politique ou m'ont posé une question à ce sujet. De la même manière, des personnes au sein de certains partis politiques ont fait des démarches pour me convaincre de me présenter aux élections. Dans les deux cas, tous présupposaient que si quelqu'un donne de son temps et de son énergie pour articuler une position partisane en cherchant à exercer de façon continue une influence réelle dans les médias, c'est sans doute parce qu'il a l'intention de se porter candidat aux prochaines élections. Et pourtant, je n'ai jamais eu de telles ambitions. Je refuse donc cette alternative rigide que l'on nous impose entre l'engagement partisan et le désengagement habituel de l'universitaire.

Qu'on me comprenne bien, ici. Je ne suis pas en train de dire que je méprise le fait que des intellectuels s'engagent au sein d'un parti politique. Il y en a peut-être trop peu qui le font. Il devrait y en avoir beaucoup plus. Mais le Québec n'est pas encore accoutumé à l'engagement politique non partisan des intellectuels, prenant la forme d'une influence réelle et continue sur le plan médiatique, et qui se ferait sans arrière-pensée, sans ambition et sans plan de carrière. Je ne veux pas non plus laisser entendre qu'en toutes circonstances, je refuserais de m'engager en politique. Je peux très bien imaginer des circonstances favorables qui rendraient très tentante une offre de ce genre. Mais je souligne du même souffle que je n'ai jamais songé à faire une telle carrière, et que tel n'est pas le sens de mon

engagement. J'ai le sentiment d'avoir à mener encore un combat d'idées. Il s'agit certes d'un combat d'idées politiques mais c'est un combat d'idées quand même. J'ai l'impression que c'est à ce niveau que je peux être le plus utile, sans me faire d'illusions sur l'influence réelle que peuvent avoir mes idées. Je n'ai pas l'outrecuidance de penser que je rejoins directement la population dans son ensemble. Tout au plus puis-je prétendre rejoindre un certain nombre d'intellectuels et de politiciens. Il s'agit d'une influence limitée mais qui peut parfois être non-négligeable. Nous sommes trop peu à le faire, me semble-t-il.

Je ne veux certes pas laisser entendre que le milieu intellectuel québécois est dépourvu de vitalité. Bien au contraire, un très grand nombre de colloques et de publications donnent encore l'occasion de discuter de l'un ou l'autre des enjeux de la société québécoise[2]. Si j'ai tendance à parler de l'absence des intellectuels, c'est pour parler de personnes ayant une influence politique réelle, continue et reconnue au niveau médiatique. Je veux surtout parler de l'intellectuel engagé mais non-affilié et qui serait reconnu comme tel par un très large segment de la population.

UNE COURSE À OBSTACLES

L'intellectuel engagé doit vaincre un certain nombre d'obstacles s'il souhaite s'engager politiquement. Il risque tout d'abord d'être perçu comme défendant fondamentalement un point de vue biaisé, y compris lorsqu'il consacre une bonne partie de ses énergies à son travail académique. On croit alors que ses travaux universitaires doivent être d'une certaine façon contaminés par ses idées politiques et le soupçon demeure, quels que soient les efforts consentis pour éviter que les choses soient comprises de cette façon. Je crois ne pas me tromper en disant que la réorientation de mes recherches dans le secteur de la philosophie politique a suscité, au sein de mon propre département à l'Université de Montréal, quelques inquiétudes, pour ne pas dire une certaine méfiance. Certains craignaient, j'en suis sûr, que je me serve de mes cours pour faire valoir mes idées politiques.

Je ne pense pas que ce problème soit isolé. D'une manière générale, chaque intellectuel doit accepter le risque d'être mal compris ou perçu négativement par ses pairs à cause de son engagement politique. Les économistes doivent éviter toute position partisane parce que, comme chacun sait, l'économie a à notre époque la réputation d'être une science quasi naturelle, objective, qui ne tolère pas d'être malmenée par des agitateurs partisans. Les économistes doivent donc pour la plupart s'abstenir d'intervenir pour ne pas ternir leur réputation[3]. De leur côté, les politologues peuvent difficilement se réclamer d'une perspective neutre et objective lorsqu'ils sont invités à commenter l'actualité s'ils se font aussi connaître publiquement comme des intellectuels engagés. La même remarque vaut au sujet des historiens[4]. On peut présumer que des conclusions semblables peuvent être tirées au sujet des universitaires en général et qu'elles valent également pour un très grand nombre de journalistes. En ce qui concerne les artistes, il faut dire qu'ils sont très souvent des travailleurs autonomes qui peuvent difficilement, et c'est compréhensible, risquer de s'engager politiquement alors qu'ils ont besoin de subsides gouvernementaux. La pression est donc forte sur les épaules de l'intellectuel qui choisit de s'engager, car il se trouve d'emblée entouré de collègues qui ont douloureusement choisi de ne pas le faire et qui sont d'emblée rébarbatifs à cette idée.

Mais tel n'est pas le seul obstacle à franchir. L'intellectuel doit ensuite trouver un canal pour exprimer ses idées. Il doit tout d'abord accepter d'accorder de longues entrevues téléphoniques à des journalistes qui vont très souvent ne reprendre qu'un extrait très court sur les ondes radiophoniques. À la télévision, les interventions doivent être aussi encapsulées dans le cadre restreint de quelques secondes d'antenne. Dans les journaux, le cadre autorisé est en général de trois ou quatre feuillets à double interligne. Il s'agit d'un format qui me convient davantage et que j'ai exploité allègrement ces dernières années.

Mais encore faut-il que notre texte soit accepté. Il y a trop peu de journaux au Québec pour accueillir les opinions d'intellectuels engagés. Même s'il n'y a pas beaucoup de personnes qui ont un engagement politique véritable, constant et persévérant, il y en a déjà presque trop pour leur assurer une prise de parole continue dans les quelques journaux qui sont susceptibles d'accueillir de telles interventions. Aussi il faut accepter très souvent que notre travail aille se perdre dans l'espace virtuel de notre ordinateur.

Mais l'intellectuel engagé doit non seulement faire face aux réticences des collègues, aux sollicitations des politiciens, ainsi qu'à des médias qui sont avares de leur espace médiatique, il doit aussi faire face à des citoyens qui préfèrent trop souvent se réfugier dans une morosité commode, ou un cynisme complaisant. L'intellectuel essaie de changer les choses, de brasser la cage et d'ouvrir de nouveaux espaces de discussions. Mais quand il parvient finalement à publier un texte ou deux, il ne doit pas s'attendre à être lu. Les lecteurs de journaux ne lisent très souvent que le titre et le sous-titre de l'article. Or, ceux-ci sont la plupart du temps déterminés par le comité de rédaction du journal.

Lorsque les frustrations s'accumulent et que les articles ne sont pas lus ou qu'ils sont refusés, on finit inévitablement par consigner l'ensemble de ses publications réelles ou virtuelles dans un livre. Pour l'intellectuel, l'écriture d'un livre est un moment de grâce en même temps qu'une capitulation : un moment de grâce parce que l'on dispose enfin d'un espace suffisant pour exprimer ses idées comme on l'entend, mais aussi une capitulation, parce que l'écriture d'un livre engagé est pour les intellectuels une forme d'intervention typique, non surprenante, conventionnelle, bien connue, prévisible et encadrée institutionnellement selon des règles bien précises. En ce sens, écrire un livre, c'est accepter de mourir. Les gens viennent au lancement de votre ouvrage comme ils se rendent au salon funéraire. Ils viennent se recueillir sur votre recueil. Votre ouvrage sera exposé pendant quelque temps dans une librairie, suffisamment pour donner à tous l'occasion de venir saluer une dernière fois la dépouille. Puis l'ouvrage trouvera inévitablement le chemin du cimetière d'une bibliothèque où seuls quelques lecteurs assidus se pointeront à l'occasion pour déterrer l'une de vos idées, mais votre travail ira rapidement rejoindre les autres dans les limbes de l'histoire.

DE LA PHILOSOPHIE POLITIQUE APPLIQUÉE

Au fond, le philosophe qui s'engage politiquement par des interventions écrites ne fait souvent rien d'autre que ce qu'il conviendrait d'appeler de la « philosophie politique appliquée ». On connaît déjà très bien la discipline de l'éthique appliquée, mais on n'a peut-être pas jusqu'ici suffisamment considéré la possibilité de faire un travail analogue en philosophie politique. Je voudrais pour ma part que mes interventions politiques dans les journaux ou dans des livres soient perçues, toute proportion gardée, comme des contributions du même type que celle de Philippe Van Parijs en faveur du salaire minimum garanti, ou de Thomas Pogge en faveur d'une taxe générale sur le développement économique, pour donner deux exemples célèbres que je considère comme des modèles du genre. Même si l'on doit, pour être précis, employer parfois un jargon philosophique ampoulé et même si l'on doit, pour être concis, traiter parfois de sujets spécialisés, on doit aussi chercher à ne jamais perdre de vue le sens des réalités politiques. On doit chercher à traduire ses idées en des propositions constructives concrètes et à s'inspirer inversement de l'expérience acquise dans les débats politiques pour enrichir le contenu de notre réflexion

philosophique.

Qu'il me soit permis de donner un exemple à partir de mes propres contributions. Dans un ouvrage paru à l'automne 2001^[5], je tente, dans la mesure de mes modestes moyens, de contribuer à la discussion portant sur des sujets politiques spécifiques bien connus des Québécois. Je ne traite pas de l'identité civique en général mais bien de l'identité civique québécoise. Je ne discute pas des relations entre les peuples de manière générale, mais bien des relations complexes et difficiles que le Québec entretient avec le Canada. Je ne traite pas du fédéralisme en général, mais bien du fédéralisme canadien. Je ne réfléchis pas à la théorie de la sécession de manière générale, je discute plutôt de l'Avis de la cour suprême, de la loi sur la « clarté » et des débats entourant la partition.

Pour plusieurs, s'intéresser à ces questions équivaut à s'éloigner des grands enjeux philosophiques et politiques. On renonce autrement dit à l'universel et à la grande histoire de la pensée. Et pourtant, le Québec offre un laboratoire passionnant pour penser concrètement des problèmes universels tels que la cohabitation entre les communautés. S'intéresser au Québec peut paraître inélégant aux yeux de certains parce que cela ne répond pas adéquatement à leur soif de connaissances universelles. Ils veulent accéder aux hautes cimes du savoir et ils sont déçus ou ennuyés d'être sans cesse rappelés à notre réalité banale et quotidienne. Mais le Québec n'est pas un particularisme de ce genre. Une réflexion profonde sur les enjeux qui sont les nôtres débouche inévitablement sur l'universel. La pensée qui relève le défi de penser les enjeux spécifiques de notre société ne diffère d'ailleurs pas beaucoup de la réflexion philosophique abstraite qui traite des mêmes enjeux. Quand on fait de la philosophie politique appliquée, la seule différence est peut-être que l'on ne relègue pas ses prises de position politiques et idéologiques dans le non-dit. Et pourtant, celui qui fait de la philosophie politique appliquée risque d'être mal compris de la part de ses collègues philosophes. Ses ouvrages risquent de se retrouver non pas dans la section philosophie, mais bien dans la section « Essais Québec/Canada ».

L'enterrement que l'on réserve à ce genre d'ouvrages n'est pas de première classe. On leur réserve la fosse commune, celle des idées reçues, parce que l'on est convaincu que tout ce qui concerne le Québec a déjà été dit et ne peut être d'un très grand intérêt.

Consacrer du temps aux problématiques spécifiques de la société dans laquelle on se trouve, c'est vivre avec le sentiment de sa propre finitude et accepter d'être éventuellement dénigré comme un penseur plus ou moins superficiel, qui cède d'une certaine façon à la facilité et qui est pour cette raison très vite dépassé. C'est donc en quelque sorte, puis-je oser le dire, accepter la facticité de sa propre existence. Dit de manière moins solennelle et prétentieuse, c'est accepter d'être et de faire ce que l'on n'avait pas entièrement décidé d'être ou de faire, parce que l'on se retrouve à consacrer alors une bonne partie de ses énergies à des interventions publiques largement suscitées par les aléas de la conjoncture politique et qui ont aux yeux de certains un intérêt purement « local ». Une sorte d'abandon et de détachement est alors requis par rapport à ses ambitions de carrière. On met sa propre carrière en jeu, et on publie moins souvent en anglais. On est alors aussi moins souvent cité dans les publications scientifiques de langue anglaise, et l'on n'est pas invité à participer à leurs colloques ou à contribuer à leurs ouvrages collectifs. Le problème est décuplé, il va sans dire, lorsque vos idées cadrent mal avec celles de l'ordre établi.

TROIS ÉCUEILS POSSIBLES

À cette longue litanie de difficultés et d'obstacles qui se présentent sur le chemin de l'intellectuel politiquement engagé, s'ajoutent les risques de dérapages. Je crois que de nombreux écueils nous guettent, et ils s'expliquent peut-être en partie par le peu

d'habitude que nous avons de nous engager dans des débats intellectuels vigoureux.

Le fait de se tenir au courant de l'actualité politique nous amène à découvrir la complexité des enjeux et les difficultés concrètes vécues par les hommes et les femmes qui œuvrent au sein de partis politiques et des gouvernements. Cela nous aide à saisir la complexité de l'administration publique, l'ampleur du travail réalisé par les politiciens et politiciennes qui assument ces responsabilités. Cela nous incite à plus de modestie et à nuancer davantage notre jugement à leur sujet. Cela nous contraint aussi et à nous méfier des critiques trop radicales et expéditives, et des exécutions sommaires que les intellectuels servent trop souvent aux politiciens. Bon nombre d'intellectuels se vautrent dans la condamnation facile, mais ils le font précisément parce qu'ils n'ont pas à se compromettre dans les débats. Ils n'ont pas, eux, à faire face à des citoyens mécontents. Ils n'ont pas, eux, à résoudre rapidement, de façon imaginative et constructive, des problèmes concrets qui se présentent inopinément à l'attention des médias.

J'imagine aisément qu'il y a dans les salons, dans les brasseries et les cafés du Québec des milliers d'interventions de gérants d'estrade qui vont se perdre en fumée. L'intensité de leurs déclarations intempestives est inversement proportionnelle à leur volonté de s'engager publiquement dans les débats. La posture radicalement critique de l'intellectuel qui ne propose rien mais qui critique tout n'est en ce sens pas vraiment celle d'une personne politiquement engagée. C'est plutôt celle d'une personne qui parle de l'intérieur de sa tour d'ivoire, à partir de la sécurité rassurante d'une attitude exclusivement critique et non compromettante. Le cynisme de ces intellectuels est pour ainsi dire prescrit par leur propre position institutionnelle. Voilà un premier écueil possible que doit éviter l'intellectuel s'il veut que ses interventions politiques aient une certaine utilité.

Mentionnons un autre danger qui guette aussi l'intellectuel engagé. En prenant position, il exprime inévitablement un point de vue partisan, puisqu'il intervient dans des débats politiques qui suscitent une certaine controverse. Or, lorsque des propos sont controversés et partisans, on a très souvent tendance à les considérer comme exagérés et excessifs. On croit que si des prises de position sont partisans et suscitent la controverse, elles ne peuvent pas en même temps être justes. Cette réaction induit une propension à se distancier de la controverse pour chercher plutôt la position du juste milieu^[6]. À mon sens, cette attitude trahit une autre sorte de déconnexion de la réalité politique dans laquelle il est facile de se retrouver et à laquelle n'échappent pas certains intellectuels eux-mêmes. En plus de la sécurité rassurante que confère une posture critique radicale, il y a aussi la sécurité du juste milieu. Et pourtant, la vertu n'est pas toujours située dans le juste milieu. Lorsque le juste milieu est pensé à partir d'une position qui se veut au-dessus de la mêlée, on risque très souvent de négliger la réalité des rapports de force politiques qui expliquent et justifient la nécessité de prendre position. Selon certains, avoir un parti pris, c'est automatiquement se priver d'un regard objectif, impersonnel et neutre. Et pourtant, une position peut être juste même si elle suscite la controverse. La partisanerie peut être éclairée, et la vérité peut être partisane. Il faut être partisan de la vérité, y compris en politique. La politique n'appartient pas nécessairement au domaine du tout-est-relatif. Je dirais donc qu'il faut lutter contre notre propension à nous distancier de toute prise de position controversée.

Il y a enfin aussi ceux qui restent en retrait, qui gardent leur distance et évitent de se

compromettre dans quelque position que ce soit. Voilà un troisième écueil qui guette l'intellectuel. Celui qui se comporte de cette façon regarde se débattre celui qui est au centre d'une controverse comme on regarde un spectacle, et sans se sentir soi-même sollicité. Alors, très souvent, personne ne se portera à votre défense lorsque l'un de vos textes suscite la controverse. Plusieurs se contenteront de vous regarder vous défendre en se réjouissant de ne pas s'être faits prendre dans le même piège. Pourtant, la distanciation peut conduire à une pensée « abstraite », au sens propre de l'expression, c'est-à-dire à une pensée qui mesure la valeur d'une prise de position politique seulement à partir d'idéaux et de critères abstraits. Or, il faut comprendre que les politiciens n'ont que faire d'une telle abstraction. Si l'on veut être compris d'eux, il faut donc s'en rapprocher au risque de se faire des complices et des ennemis. Il ne faut pas avoir peur de se salir les mains, si cela veut dire que l'on s'inscrit dans des rapports de force réels, ou pour concilier des attentes divergentes. La réalité politique est toujours bien en-deçà de nos idéaux. Il faut savoir composer avec elle et il serait désolant d'avoir à admettre que la seule vertu des intellectuels réside dans la pureté de leurs concepts. Il faut savoir distinguer les compromis et les compromissions. On peut être rompu à la réalité politique sans pour autant être corrompu.

Voilà au fond où je veux en venir. On considère trop souvent que le rôle de l'intellectuel est de faire la critique radicale de la société, d'éviter toute partisanerie ou de garder ses distances. Certains intellectuels croient qu'ils peuvent, contrairement aux politiciens, ne pas avoir à s'inscrire dans des rapports de force politiques, et ils risquent alors facilement d'adopter à l'égard de la politique une attitude condescendante. Mais ce faisant, ils courent aussi le risque d'être sous l'emprise d'une certaine tyrannie des idées. En se déroband aux rapports de force, en évitant d'avoir à se mouiller, et en se croyant sage d'éviter les controverses, on se dérobe peut-être en fait à nos responsabilités. La frontière qui sépare la prudence de la couardise est une frontière floue. Les intellectuels ne doivent pas être les spectateurs pornocrates et critiques des bagarres que les autres mènent à leur place. Ils doivent avoir le courage de leurs propres idées. Les intellectuels ont leurs propres combats à mener : ils doivent accepter de s'engager dans des combats d'idées. La critique radicale, le refuge dans la position du juste milieu ou le refus de se compromettre sont des pièges qui nous font passer à côté de la vraie responsabilité des intellectuels. L'intellectuel politiquement engagé devrait à mon sens tenter de les éviter.

CONCLUSION

Je n'aborderai pas le thème des misères de l'intellectuel souverainiste, car les quelques plaintes formulées jusqu'à présent se transformeraient rapidement en lamentations de Jérémie. Je me contenterai seulement de dire que l'on a tort d'adopter à l'égard des pouvoirs politiques québécois la même attitude qu'à l'égard de n'importe quel État. Le gouvernement en place au Québec, celui du Parti québécois, n'est pas un gouvernement comme les autres. Il est engagé dans une entreprise relativement subversive par rapport à l'ordre établi. Il se trouve en porte-à-faux par rapport à l'establishment officiel et par rapport au *statu quo* constitutionnel. Il est attaqué par les autres gouvernements en place qui cherchent à le déstabiliser. Cela fait aussi partie, qu'on le veuille ou non, de la réalité des rapports de force politique. Aussi, en adoptant une posture radicalement critique, neutre et distante à l'égard des pouvoirs publics québécois, les intellectuels québécois perdent peut-être de vue encore plus la réalité politique dans laquelle ils se trouvent. Ils croient être parvenus à s'affranchir d'une certaine québecitude, alors qu'en réalité, ils reconduisent une attitude bien typique de chez nous, issue du terroir

québécois, et qui consiste à dénigrer les autres Québécois. Bref, ils sont dépourvus de solidarité nationale. Mais je n'en dirai pas plus. Je me contenterai de citer Pierre Bourdieu qui déclarait dans une entrevue en avril 1997 : « Si les intellectuels pouvaient contribuer un peu moins à relayer les forces sociales dominantes, ce ne serait déjà pas si mal[7]. »

Michel Seymour*

NOTES

* Michel Seymour est professeur au département de philosophie de l'Université de Montréal. Il est notamment l'auteur d'un ouvrage intitulé *La Nation en question* paru, en 1999, aux éditions de l'Hexagone.

[1] Il se peut que cet inconfort soit vécu de la même manière dans l'ensemble des démocraties occidentales. Je témoigne seulement de mon expérience d'intellectuel québécois, sans chercher à tirer des conclusions générales.

[2] Pour ne parler que des deux dernières années, il faut reconnaître qu'un très grand nombre de débats publics portant sur l'avenir du Québec ont été organisés. Ainsi, le journal *Le Devoir* publiait de juin à août 1999 une série d'articles sur le thème *Penser la nation québécoise*, rassemblés ultérieurement dans un ouvrage dirigé par Michel Venne. On pense aussi aux colloques de Robert Comeau sur la Révolution tranquille, de Jack Jedwab sur le référendum de 1980 ou de Desmond Morton sur la citoyenneté. On songe aux événements organisés par Alain G. Gagnon sur l'identité et sur l'état de la société québécoise. On peut souligner le colloque de Charles-Philippe David sur la dollarisation de la monnaie. Il faut mentionner aussi le travail de Guy Bouthillier à la Société Saint-Jean Baptiste et la contribution de Guy Lachapelle qui, en tant que secrétaire général de l'Association internationale de science politique, a été l'un des instigateurs de l'important congrès mondial de science politique tenu dans la ville de Québec en l'an 2000. Des débats publics ont également eu lieu dans les pages de revues québécoises, qu'il s'agisse de la revue *Argument*, de *Relations* ou de *L'Action nationale*, dirigées respectivement par Daniel Jacques, Jean Pichette et Robert Laplante. Il faut aussi mentionner les débats qui ont été diffusés sur le site *Vigile*, dans le *Bulletin d'histoire politique*, le journal *Le Couac* la revue *Agora* et *L'Aut'journal*.

[3] Peu d'économistes sont entrés dans le débat suscité par la déclaration du premier ministre, Bernard Landry, à l'effet que l'influence du Canada avait été nuisible au Québec sur le plan économique. À ma connaissance, on a eu droit seulement à un article de Pierre-André Julien dans *Le Devoir*, et à un débat entre Yvon Cyrenne et Marcel Côté à l'émission *Maisonnette à l'écoute*.

[4] Un certain nombre de débats ont eu lieu suite à la présentation de la série télévisée *Le Canada : Une histoire populaire*. On peut mentionner l'émission de radio de Michel Lacombe, les chroniques de Nathalie Petrowski et les articles de Christian Dufour et de Pierre Falardeau. Mais si l'on excepte l'intervention de Jean-Claude Robert qui avait été associé étroitement à cette série, on ne peut s'empêcher de noter l'absence de débats publics de la part des historiens sur les controverses engendrées par cette série.

[5] Seymour, *Le Pari de la démesure*, Montréal, l'Hexagone, 2001.

[6] Le gouvernement fédéral l'a bien compris. La moindre tentative d'affirmation nationale de la part

du gouvernement du Québec suscite de la controverse à Ottawa. Or, la controverse est généralement perçue par les médias, les intellectuels désengagés et les citoyens apolitiques comme une chicane de plus dans le vieux contentieux des relations entre Québec et Ottawa. Cela incite les citoyens à renvoyer dos à dos les protagonistes du débat. Ces citoyens éprouvent à la longue une certaine lassitude politique et sont incités à se désengager de plus en plus de la politique. Cette attitude entraîne une baisse de participation aux élections et elle favorise objectivement le *statu quo* constitutionnel. Le gouvernement fédéral a donc intérêt à susciter de telles controverses parce qu'il sait que la fatigue politique joue en faveur du désengagement et de l'absence de changement.

[7] *Les Inrockuptibles*, avril 1997; reproduit dans le numéro spécial 15^e anniversaire, avril 2001, n^o 287, p. 15.